

En témoignage de l'intérêt que le Canada et ses citoyens portent aux Antilles du Commonwealth, la Société Radio-Canada y a dépêché une équipe de journalistes au début de l'année, laquelle a réalisé des reportages de première main sur la situation politique et économique de la région. Aux Bahamas, les élections ont reporté au pouvoir le gouvernement en place, tandis qu'à l'est plusieurs États associés des Indes occidentales s'acheminent vers l'indépendance.

Lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres, un comité ministériel sur Belize a été créé, composé de 8 membres de l'association, dont le Canada, la Barbade, la Jamaïque et la Guyane. Sa première rencontre a eu lieu en septembre. En compagnie de plusieurs autres nations, le Canada a coparrainé une résolution sur l'indépendance et l'intégrité territoriale de Belize lors de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolution qui a été adoptée par une forte majorité.

Actualité économique

Pendant l'année qui vient de s'écouler, les graves difficultés économiques auxquelles sont en proie les Antilles du Commonwealth ne se sont guère atténuées. La majorité des États ont continué à être aux prises avec un déficit de la balance des paiements, le chômage et la faiblesse des cours des principales denrées d'exportation. Reconnaisant les graves problèmes économiques et développementaux de la région, la Banque mondiale a convoqué une Conférence sur le développement économique des Antilles qui s'est tenue à Washington en décembre. La réunion d'organisation a mis en présence les pays bénéficiaires et donateurs, dont le Canada, ayant d'importants intérêts dans la région. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de créer un groupe consultatif officiel devant assurer la révision périodique et la coordination des activités axées sur l'accélération du développement économique de la région.

Les Antilles du Commonwealth sont toujours l'une des parties du monde où se concentrent les programmes d'aide au développement de l'ACDI. L'Agence canadienne de développement international et les gouvernements bénéficiaires ont convenu que la création d'emplois productifs doit être l'objectif primordial des programmes. La priorité qui allait aux projets d'infrastructure est maintenant donnée à l'exploitation forestière, à la pêche et à l'agriculture. Le Canada est toujours membre de la Banque de développement des Antilles et finance des établissements comme l'Université des Indes occidentales et des sociétés comme la *Leeward Islands Air Transport* (LIAT) et la *West Indies Shipping Company* (WISCO).

Les négociations se sont poursuivies entre le Canada et les États de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour élaborer un accord économique et commercial destiné à remplacer l'Accord de 1912 et 1925 et le Protocole de 1966 avec les Indes occidentales, rendus caducs par l'adhésion du CARICOM à la Convention de Lomé.

Les pays des Antilles du Commonwealth ont continué à coopérer sur le plan économique par l'intermédiaire d'organismes comme la Banque de développement des Caraïbes et le CARICOM. Des tensions sont apparues à l'intérieur de la Communauté par suite de l'imposition de restrictions des importations par plusieurs membres. Ceux-ci cherchaient à résoudre les difficultés posées par leur balance de paiements et la pénurie de devises étrangères.